

Je pense que l'heure est venue de faire remarquer aux Canadiens quels services le chef de l'opposition (M. Stanfield) a au Parlement rendus à maintes reprises lorsque le pays a dû faire face à de graves problèmes économiques. Il fut le premier à faire retentir la vérité. Il fut le premier à déceler les lacunes, les absurdités du Livre blanc. Il fut le premier à découvrir les erreurs dans la loi de l'impôt sur les successions, et il fut le premier à indiquer les injustices et les faiblesses du programme gouvernemental en matière de chômage.

Une chose ne m'a point surpris ce soir. Je me suis habitué à ce que chaque fois que le ministre des Finances prend la parole il présente un nouveau budget. Il n'y a rien de nouveau là-dedans. Cela fait partie du nouveau système de souplesse fiscale, je suppose. On l'a dit et bien dit...

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** C'est la première fois qu'on présente un budget en vertu de l'article 26 du Règlement.

**M. Macquarrie:** Notre expert en procédure, le vénérable, l'érudit et l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles), indique que c'est la première fois que le budget est présenté en vertu de l'article 26. Et à cette nouveauté je rends hommage comme il se doit. Mais tandis qu'en toute équité, et l'on veut être équitable, le gouvernement incite à la précipitation, ses membres n'ont pas ressenti de honte. Ils ne semblent pas émus du tout par la puissance des terribles chiffres présentés ce soir au peuple canadien. Je dis qu'en réalité il n'y a pas trop d'émotion car j'ai lu avec attention l'allocation du ministre, et je l'ai entendue. Ses remarques à propos des chômeurs sont constitué une partie intéressante. Il a déclaré, et je cite:

L'explication est sans doute complexe. Ceux qui sont comptés comme chômeurs comprennent:

- les hommes et femmes qui ont perdu leur emploi régulier
- les jeunes de 14 ans et plus qui ont décidé de ne pas retourner aux études
- les étudiants du secondaire qui, au moins pour le présent, ont cessé de suivre leurs cours
- les femmes qui ont décidé de chercher un emploi
- un grand nombre de personnes qui cherchent du travail à temps partiel
- des personnes qui touchent des prestations de l'assurance-chômage et d'autres qui n'en touchent pas
- des personnes qui touchent des prestations de bien-être social et d'autres qui n'en touchent pas.

Mon Dieu, cela comprend tout le monde à part les nonagénaires, et ceux-ci ne sont pas très nombreux même si la médecine fait des progrès. C'est donc ce groupe, les jeunes, les vieux, les gens qui veulent du travail, les gens qui n'en veulent pas, c'est-à-dire tout le monde, voilà ce que sont les chômeurs. La situation ressemble à celle de la disparité régionale. Si l'ensemble du pays est en état de dépression, on n'a pas besoin d'isoler une région en particulier. Mais, monsieur l'Orateur, il se trouve que je viens d'une région qui, quel que soit l'état de dépression du reste du pays, semble toujours se trouver dans une situation pire que les autres à cause du gouvernement qui nous dirige actuellement. L'économie de la région de l'Atlantique a l'habitude d'être toujours le plus mal traitée, elle a l'habitude de figurer aux meilleures places dans les classements économiques négatifs, et en bas de la liste pour les choses plus positives. Nous commençons à nous y habituer, mais cela ne veut pas dire que nous nous mettons à aimer la situation.

[M. Macquarrie.]

L'autre jour, j'ai été impressionné par la déclaration du CEPA, et je crois que le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) n'a pas lu le rapport comme suit:

Le Conseil économique des provinces atlantiques fait un cinglant reproche au gouvernement fédéral au sujet de son programme de développement régional.

Dans son cinquième exposé annuel, publié aujourd'hui, le Conseil passe en revue le résultat de 30 mois de travail...

Trente mois, ce n'est pas trop mal.

... du ministère de l'Expansion économique régionale et des organismes qui l'ont précédé et qui avaient été établis par Ottawa pour faire disparaître les écarts économiques au Canada.

Il ne qualifie pas exactement d'échec le résultat de ce ministère. Mais il s'en faut de peu...

Nous, des provinces maritimes, avons l'habitude des euphémismes. Nous ne le qualifions pas tout à fait d'échec.

Le pouvoir discrétionnaire considérable du ministre dans l'affectation des fonds fédéraux, prédispose le ministère de l'Expansion économique régionale aux manœuvres politiques...

• (1.10 a.m.)

Enfin, et cela est tout à fait dans la note d'un débat comme celui-ci, le rapport du Conseil économique des provinces atlantiques dit plus loin:

Les effets des réalisations du ministère de l'Expansion économique régionale au cours des premières années ont vu leur portée réduite du fait de politiques nationales destinées à remédier à l'inflation.

Vous vous souvenez—un taux considérable de chômage devait être acceptable, parce que nous allions lutter contre l'inflation et la forcer dans ses derniers retranchements. Mais nous n'en sommes jamais arrivés là. Le rapport dit plus loin:

On a laissé entendre qu'on avait vu à ce que la région ne subisse pas tous les contrecoups de ces politiques, mais le Conseil économique des provinces atlantiques est d'avis que le gouvernement fédéral n'a pas réussi à équilibrer ses politiques économiques. Il croit également que l'inflation n'a été ni enrayée ni retardée.

Je dis que si les chiffres d'aujourd'hui révèlent un chômage de 10.3 p. 100 dans les provinces atlantiques, c'est une situation intolérable dont aucun partisan du gouvernement ne saurait s'enorgueillir.

**M. Muir:** Il est de 25 p. 100 dans certaines régions.

**M. Macquarrie:** Oui, c'est la moyenne pour l'ensemble de la région et elle est beaucoup plus élevée qu'elle ne l'a été au cours de tous ces derniers mois. Je dis au gouvernement que ses politiques nationales aggravent le mal des régions atlantiques et que ses actes ajoutent au pourcentage du chômage brut. Le gouvernement ralentit son activité dans les provinces de l'Atlantique, et alors qu'il devrait y remédier aux inégalités régionales, il y ferme le bureau du ministère de l'Expansion économique régionale. Sur le plan national, les chiffres sont assez accablants, mais sur le plan régional, ils le sont encore plus. Je prétends qu'il ne sied à personne de se dire satisfait ou de prétendre à des gains politiques en misant sur l'économie de notre pays, dans l'état où elle se trouve.

Je regrette de n'avoir pas ici des numéros du *Progress* de Chiliwack, mais j'ai un numéro du *Telegram* de Toronto et, naturellement, je souscris à tout ce que dit dans un article M. Gillies, doyen des études en administration à l'Université de York, l'un des plus éminents économistes que notre pays ait jamais produits. Le 12 octobre, il écrivait ceci: